

« Après la vigne, c'est le consommateur qu'il faut convertir au bio »

Nicolas Richarme est le président de SudVinBio, l'association interprofessionnelle des acteurs de la viticulture biologique en Occitanie créée en 1991. Il n'est pas inquiet du ralentissement que connaît le secteur.

Propos recueillis par
Léa Delpont

Aujourd'hui, les progrès de l'agriculture biologique sont-ils suffisants au regard des enjeux de la transition écologique ?

Oui, clairement. Elle a un réel impact sur la préservation de l'eau comme de la biodiversité. Le doublement des surfaces en cinq ans dans la viticulture a un effet direct sur l'environnement.

Peut-on continuer à utiliser autant de cuivre, un métal lourd, qui est la seule défense autorisée contre les maladies en agriculture bio ?

C'est un faux procès fait à l'agriculture biologique. D'abord, ça coûte cher, donc les viticulteurs n'en abusent pas. Ensuite, les quantités sont limitées par le label bio à quatre kilos par hectare et par an – niveau qu'on atteint très rarement en Occitanie. On l'utilise avec raison et parcimonie. Enfin, le cuivre est un oligo-élément : il est absorbé par la plante et ce qui tombe au sol est dégradé, détruit. Mais comme le cuivre n'a pas bonne presse, nous sommes demandeurs de nouvelles alternatives ! La R&D ne va pas assez vite sur ce sujet. En attendant, nous faisons des efforts pour réduire les doses avec des préparations à



Nicolas Richarme. Photo Millésime Bio/MindProd

base de plantes ou l'acidification des bouillies avec de l'eau au pH plus bas. Mais ce sont des pistes pour réduire les doses, pas pour remplacer le cuivre.

Les cépages hybrides résistants, qui n'ont pas ou quasiment pas besoin d'être traités, sont-ils une solution ?

Ils représentent une véritable alternative aux traitements dans la catégorie IGP où ils sont admis. Mais pour l'instant, c'est une impasse. Car dans ce segment de vins de cépages, le consommateur n'est pas prêt à boire un cépage qu'il ne connaît pas. On n'arrive pas à les vendre. Par ailleurs, ils sont résistants à l'oïdium et au mildiou, mais pas encore au black-rot.

Les subventions sont-elles suffisantes, alors qu'il n'existe pas d'aides au maintien pour les viticulteurs ?

Nous n'avons pas besoin d'aides au maintien si les vins sont rémunérés à leur juste valeur. Travailler en bio coûte plus cher : acheter bio, c'est faire un geste militant en acceptant de payer plus cher sa bouteille. En revanche, c'est l'agence de l'environnement, l'Ademe, qui aurait besoin de moyens supplémentaires pour faire la promotion du bio. Il y a de l'argent public investi dans la conversion, il faudrait en mettre dans

« Acheter bio, c'est faire un geste militant en acceptant de payer plus cher. »

NICOLAS RICHARME
Président de SudVinBio

la communication. Parce que désormais, après la vigne, c'est le consommateur qu'il faut convertir au bio.

Etes-vous inquiet des déconversions ?

On ne constate pas de retour marqué à l'agriculture conventionnelle. Le taux de déconversion, entre 4 % et 5 % par an en rythme de croisière, n'a guère bougé, ou marginalement. En revanche, on constate effectivement un tassement des conversions, si bien qu'en Occitanie le solde était de zéro en 2022, pour la première fois depuis longtemps, contre 7.000 hectares gagnés en 2020 et 3.000 en 2021. Mais cet arrêt intervient après un doublement des surfaces bio en cinq ans, c'est énorme. Maintenant, il faut laisser un peu de temps pour absorber les volumes. On avance toujours par cycles. ■